



## Cinquante ans après la Marche sur Washington : Obama au Mémorial Lincoln

Par [Tom Eley](#)

Mondialisation.ca, 01 septembre 2013

[WSWS.org](#)

Région : [États-Unis](#)

Thème: [Histoire, société et culture](#),  
[Pauvreté et inégalités sociales](#)

La tentative du président Barack Obama de draper son gouvernement dans le manteau de Martin Luther King Jr., du mouvement des droits civiques, et de la marche de 1963 sur Washington est un travestissement grotesque de l'histoire.

Mercredi, Obama a fait une intervention au Mémorial de Lincoln dans le cadre d'une cérémonie officielle célébrant le discours de King « I have a dream », prononcé il y a cinquante ans, au même endroit devant une foule estimée à 250 000 personnes.

Le rassemblement de mercredi à Washington rappelle la remarque de Tacite selon laquelle durant le déclin de l'Empire romain, « toutes les choses atroces et honteuses se propagent à partir de Rome » Au moment même où Obama, les ex-présidents Carter et Clinton, ainsi que les épigones du mouvement des droits civiques rassemblés prenaient la parole, des navires de guerre américains en méditerranée orientale se préparaient à faire pleuvoir des bombes encore une fois sur un pays arabe appauvri.

L'écoeuvante hypocrisie du rassemblement de mercredi, symbolisée par le discours d'Obama et, en fait, par sa simple présence, est indescriptible. Le pouvoir d'orateur de King venait de sa capacité à exprimer les doléances sociales des opprimés. Lui et les organisateurs de la marche de 1963, quelles que soient leurs limitations politiques, parlaient au nom d'un mouvement de masse authentique qui mobilisait des centaines de milliers de travailleurs et de pauvres dans le Sud et dans les villes du Nord. Ce mouvement était animé par des idéaux de démocratie et d'égalité.

C'est tout le contraire avec Obama. Il est un pur représentant de l'Etat. Il parle au nom de l'appareil des services de renseignement et de l'armée, ainsi qu'au nom de Wall Street. Cela transparaissait dans les mots creux, le manque de sincérité et l'affectation de son discours, qui n'était qu'une litanie de clichés : « des quatre coins de notre pays, » « les portes de l'opportunité, » « rallumer les braises de l'empathie, » « la route sera longue, » etc. Comme d'habitude, Obama n'a pas parié sur l'intelligence de son auditoire.

Il a fait l'éloge des vétérans du mouvement des droits civiques pour « être volontairement [allés] en prison pour protester contre des lois injustes, leurs cellules vibrant au son des chants de liberté. »

Mais le gouvernement Obama cherche à faire extradier et à juger Edward Snowden pour avoir révélé la surveillance inconstitutionnelle menée par la NSA (*National Security Agency*), il persécute Julian Assange parce qu'il a publié des révélations sur les crimes de guerre

américains en Irak et en Afghanistan, et il condamne le soldat Bradley Manning à passer les 35 prochaines années de sa vie en prison pour le punir de sa fidélité aux principes proclamés dans le tribunal de Nuremberg après la seconde Guerre mondiale, que les soldats ont le devoir de remettre en cause des ordres illégaux et de s'opposer aux crimes de guerre commis par leurs supérieurs.

Le principe même de la désobéissance civile qui était au coeur du mouvement des droits civiques et qu'Obama a loué mercredi est, dans la pratique, répudié par son gouvernement qui insiste, à la manière des régimes autoritaires, sur l'idée que toute violation de la loi, quelle qu'en soit la raison, revient à une trahison.

Si King était vivant et occupait les mêmes postes qu'il y a 45 ans, il serait sans aucun doute pris pour cible par Obama, aux côtés de Snowden et Manning. En fait, King était harcelé par le FBI.

Il était considéré comme une menace, en partie parce qu'il s'opposait de plus en plus à la politique étrangère américaine, un fait qu'Obama a judicieusement choisi de taire. King disait de la guerre américaine au Vietnam que c'était « l'une des guerres les plus injustes qui ait jamais été menée dans l'histoire du monde, » et qu'elle avait « déchiré la convention de Genève » et « renforcé le complexe militaro-industriel [et] les forces réactionnaires dans notre nation. » Il qualifiait assez justement le gouvernement américain de « plus grand pourvoyeur de violence au monde. »

À un moment de son discours mercredi, Obama a semblé admettre la montée des tensions sociales aux États-Unis. « Les travailleurs américains de toutes origines ethniques ont vu leur salaire et leur revenu stagner, » a-t-il dit. « Alors même que les profits des grandes entreprises s'envolent, alors même que les revenus de quelques chanceux explosent, l'inégalité a augmenté régulièrement tout au long de cette décennie. L'ascension sociale est devenue plus difficile. Dans de trop nombreuses communautés de ce pays, dans les villes, les banlieues et les villages, l'ombre de la pauvreté assombrit notre jeunesse, leur vie est un amas d'écoles inadéquates et de perspectives à la baisse, de système de santé inadapté et de violence endémique. »

Obama parlait comme si ces processus n'avaient rien à voir avec lui-même ou avec ses propres actions. Mais tout le monde sait que sa Maison Blanche a supervisé le transfert de milliers de milliards de dollars des contribuables vers l'industrie financière, tout en étant à la pointe de l'attaque contre les salaires des travailleurs et les coupes brutales dans les emplois et dans les services sociaux. Et pendant qu'il renflouait General Motors, Chrysler et les banques de Wall Street, il s'est aligné derrière les efforts du liquidateur Kevyn Orr pour se servir des tribunaux de commerce afin de tailler dans les retraites des travailleurs de Detroit, de privatiser et de détruire les services publics de la ville, et de vendre les trésors artistiques du *Detroit Institute of Arts*.

Qu'est-ce qui explique le déclin social des 50 dernières années dont parle Obama ? Dans ses remarques, le président a accusé les gens eux-mêmes.

« Les griefs légitimes contre les brutalités policières sont devenues des excuses toutes faites pour justifier des comportements criminels, » a-t-il déclaré. « [ce qui] jadis était un appel à l'égalité des chances, à l'opportunité pour chaque américain de travailler dur et d'avancer, » a-t-il continué, « a trop souvent été conçu comme le simple désir d'être soutenu par le gouvernement... comme si la pauvreté était une excuse pour ne pas élever

ses enfants... »

La question qu'Obama n'a pas osé soulever, c'est la question de l'origine réelle de cette crise sociale, à savoir la crise et le déclin du capitalisme américain.

King dans ses dernières années avait évolué vers une conception plus large de l'égalité sociale, en lançant sa « campagne pour les pauvres. » Ce faisant, il évoluait vers des questions de classe et une critique du capitalisme. Pourtant, finalement, King et le mouvement des droits civiques se sont retrouvés dans une impasse. Il pouvait bien critiquer le capitalisme, mais il n'a pas rompu avec celui-ci. Dans un discours de 1967 dans lequel il critiquait le capitalisme, King avait admis avoir lu Karl Marx mais il rejetait explicitement le socialisme, en disant qu'il préférait « une plus haute synthèse. » Ce que King avait en tête n'était pas une révolution mais la réforme du capitalisme.

Les implications de cette fausse perspective sont devenues de plus en plus claires après l'assassinat de King, un événement tragique bien compris par les travailleurs et les jeunes de toute la planète comme le prix qu'il a dû payer pour son opposition à la guerre et à l'oppression sociale. En l'espace de quelques années, le mouvement des droits civiques a pris un brusque virage vers la droite, donnant son adhésion à la politique identitaire, à la discrimination positive, et à ce que Richard Nixon appelait « le capitalisme noir. »

C'était lié à la réaction de la classe dirigeante américaine aux turbulences et multiples crises des années 1960 où les contradictions montantes du capitalisme américain et mondial commençaient à violemment miner les fondements de l'essor économique de l'après-guerre. Le Parti démocrate a répudié la politique de réforme sociale datant du *New Deal* de Roosevelt, en cachant son brusque virage vers la droite derrière la promotion de politiques s'appuyant sur l'origine ethnique et le genre. Les syndicats ont suivi, s'opposant fermement à une rupture avec les démocrates et à un mouvement politique de la classe ouvrière qui en soit indépendant.

La classe dirigeante a cultivé le développement d'une couche privilégiée d'Afro-américains dans les entreprises, l'armée, l'université et, surtout, au sein du Parti démocrate. Une nouvelle génération d'opportunistes comme Jesse Jackson et Al Sharpton se sont servi des symboles du mouvement des droits civiques des années 1950 et 1960, dont la figure de Martin Luther King, pour s'intégrer dans le monde politique officiel et, par dessus tout, pour s'enrichir personnellement. Ils ont été rejoints par toute une cohorte de politiciens afro-américains corrompus, de Coleman Young à Cory Booker, qui ont géré les villes pour le compte des banques et des grandes entreprises, et ont supervisé l'appauvrissement continu des travailleurs afro-américains et de la classe ouvrière dans son ensemble.

Barack Obama est le dénouement historique de ce processus, un individu dont le passé personnel n'a rien à voir avec les luttes âpres pour l'égalité des travailleurs afro-américains, un politicien qui prend fait et cause pour la guerre, les méthodes de l'Etat-policier et la destruction du niveau de vie des travailleurs, toutes origines ethniques confondues.

Le rejet par King du marxisme était lié à son soutien pour le Parti démocrate. Si ses appels à l'égalité étaient sincères, l'égalité ne pouvait pas alors, et ne peut toujours pas, être réalisée sans une lutte contre l'ensemble du cadre économique et politique du capitalisme.

**Tom Eley**

Article original, [WSWS](#), paru le 29 août 2013

La source originale de cet article est [wsws.org](#)

Copyright © [Tom Eley](#), [wsws.org](#), 2013

---

Articles Par : [Tom Eley](#)

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)